

LA COMMUNE DE PARIS

Dans l'Homme révolté, Albert Camus écrivait que « la Commune de Paris était le dernier refuge de la révolution révoltée » (pléiade, tome 2, édition de Roger Quilliot, p. 622). Pour lui, lors de cet épisode sanglant de l'histoire de France, les Communards avaient « pris le risque de faire confiance à la liberté et à la spontanéité ouvrière... »

C'est certainement la plus pertinente des interprétations faites de ce que constitua sur le plan historique la Commune de Paris. En effet, alors qu'une autre révolution 46 ans plus tard allait cette fois vaincre en Russie tsariste, paradoxalement, cette liberté et cette spontanéité allaient disparaître de tous les mouvements révolutionnaires postérieurs. La révolution ainsi, si elle triomphait parfois, se faisait à son tour autoritaire, et perdait en cela (c'est tout son paradoxe), son âme. « Toutes les révolutions modernes ont abouti à un renforcement de l'Etat », écrit encore Camus dans le même livre (p. 582), « 1789 amène Napoléon, 1848 Napoléon III, 1917 Staline, les troubles italiens des années 20 Mussolini, la république de Weimar Hitler. » C'est vrai. Mais pas pour la Commune. Et sans doute parce que, comme Camus a su si bien le dire, elle était avant tout l'affaire de révolutionnaires révoltés plutôt que de révolutionnaires autoritaires. C'est ce qui explique à la fois son échec, mais également les passions qu'elle déchaîna et le mythe qu'elle fit naître. Car la Commune, au sein de l'histoire de France et de l'histoire révolutionnaire, occupe une place à part. Elle n'y est pas entrée, comme l'ont fait la révolution de 1789 et celle de 1917, par la grande porte, mais plutôt de manière clandestine, traînant derrière elle à jamais une réputation sulfureuse et gênante. C'est que, aucun mouvement révolutionnaire, aucun courant de pensée ne peut honnêtement revendiquer la Commune. La Commune de Paris n'appartient à personne. Elle n'est pas née d'une action menée par une quelconque organisation politique. Elle naquit de la conjonction de facteurs historiques exceptionnellement réunis à un moment où des antagonismes exacerbés n'étaient plus à même d'éviter que leur mécanique entre en action l'une contre l'autre à un endroit où précisément cette confrontation était rendue possible du fait des circonstances. Où trouver en effet, dans l'histoire de France et ailleurs, pareille succession de crises historiques majeures : une guerre déclarée stupidement et perdue honteusement par un régime autoritaire qui 18 ans durant avait réprimé durement les oppositions, l'avènement d'une république qui s'autoproclame Gouvernement de la Défense nationale et capitule, une ville (Paris) qui résiste héroïquement à un terrible siège, enfin, un pouvoir qui tente de reprendre le contrôle d'une capitale qu'il n'avait plus les moyens de contrôler en prenant le risque de fédérer contre lui toute une partie de la population ? Paris, au début du printemps 1871, constituait bien cette place forte où tout était possible. Et seul l'aveuglement d'un gouvernement dépassé fut l'étincelle qui déclencha l'incendie quand au matin du 18 mars l'armée reçut l'ordre de récupérer les canons de Montmartre fondus grâce à une souscription menée par la population parisienne pendant le siège. La révolution alors, celle qu'on appela la Commune ou encore l'insurrection, murit par le ressentiment et les erreurs commises par le Gouvernement de la Défense nationale, d'elle même put éclore. C'est ce qui fait toute la particularité de la Commune et la place unique qu'elle tient dans l'histoire de France. Avec elle, sans qu'aucun complot n'ait été fomenté, sans coup d'état, du 18 mars au 28 mai 1871, une expérience unique fut menée en France à une époque où le monde moderne était déjà en train de se dessiner : à savoir, le peuple (un peuple ouvrier essentiellement, auquel est malgré tout venu s'adjoindre une petite partie de la bourgeoisie), seul, affranchi, eut l'occasion 72 jours durant d'administrer et de gouverner une grande ville comme Paris en ne comptant que sur ses seules ressources. Ce qu'il fit avec une certaine efficacité malgré le caractère éphémère de l'expérience et les conditions difficiles dans lesquelles elle fut menée, démontrant aux yeux du monde que la bourgeoisie n'était pas indispensable au bon fonctionnement d'un

gouvernement. Voilà sans doute pourquoi la Commune de Paris a si mauvaise réputation. Adolphe Thiers, responsable des probables 30 000 fusillés de la Semaine Sanglante, a des rues, des avenues, des boulevards à son nom, quand l'histoire officielle « oublie » cet épisode pourtant si riche d'enseignements. Car qu'était la Commune ? Quelle a été sa signification ? Aurait-elle pu triompher ? Aurait-elle pu changer la France ?

La Commune de Paris est proclamée le 26 mars 1871 alors que les représentants du Gouvernement de la Défense nationale avaient fui suite aux événements du 18 mars. Presque sans combat (seuls deux généraux ont été fusillés le 18 mars par la population et une fusillade éclata le 21 rue de la Paix entre les partisans de l'ordre et la garde nationale), la capitale française tomba aux mains de la garde nationale. Le peuple, qui avait vécu dans son ensemble le siège de Paris avec ferveur, entendait rester maître de ses moyens de défense. La Commune fut donc proclamée, en référence à La Commune Insurrectionnelle de Paris de 1792. Il s'agissait pour les nouveaux élus d'appeler à l'instauration d'une république sociale et d'accorder à Paris plus d'autonomie. Suite à des élections qui eurent lieu le 26 mars, 62 candidats obtinrent un siège au conseil de la Commune, et celle-ci désigna 10 commissions chargées d'administrer Paris. Dès cette date, la Commune se réunit régulièrement et légifère. Les premières mesures prises sont symboliques et révélatrices : « Considérant que le Travail, l'Industrie et le Commerce ont porté tous les fardeaux de la guerre, et qu'il est juste que les propriétaires apportent leur contribution à la patrie, la Commune décrète :

1. Les loyers pour le trimestre d'octobre 1870, de janvier et d'avril 1871 sont annulés.
2. Toutes les sommes payées par les locataires pendant ces neuf mois seront reportées sur les termes futurs.
3. L'acquittement des dettes de toute nature, signées à la date d'aujourd'hui, se fera sur trois ans et sans intérêt, à compter du 15 juillet 1871, de sorte que les sommes seront réparties en 12 parts égales, payables chaque trimestre. »

Nulle part dans ses premiers décrets – et elle ne le fera jamais – La Commune ne remet la propriété privée en question. Elle ne touche pas non plus à l'argent qui se trouve dans les banques. Et sous son règne éphémère, Paris n'est pas plus en proie au crime qu'il ne l'était un an plus tôt. Que reproche-t-on alors à la Commune ? Ses crimes ? Son refus de se soumettre au gouvernement légal ?

L'existence de la Commune ne pouvait être tolérée par le gouvernement légal car elle remettait en cause la légitimité de la bourgeoisie. Il était inconcevable en effet qu'une grande ville au rayonnement tel que celui de Paris fût administrée efficacement par de simples ouvriers. Il était donc naturel dans un premier temps de discréditer la Commune en ne reconnaissant pas la légitimité du scrutin qui l'avait porté au pouvoir et en insistant sur les « crimes » qu'elle commettait, cela en attendant de la réduire au silence par les armes. Si au début de la Commune des tentatives de conciliations eurent lieu entre les deux partis adverses, ces tentatives se révélèrent vaines, le gouvernement d'Adolphe Thiers restant intransigeant, ne cherchant qu'à gagner du temps et ne voulant pas satisfaire les revendications des Communards (autonomie municipale, choix de tous les officiers de la garde nationale y compris celui du général en chef, moratoire des loyers). Le vrai crime de la Commune on le voit, aux yeux de la République du 4 septembre, était son existence elle-même. La Commune c'est certain fut un épisode de la lutte des classes qui eut lieu lors du dénouement d'une crise sans précédent, grave au point de prendre des allures de guerre civile.

Ce dénouement sanglant permit en outre au gouvernement d'Adolphe Thiers de décapiter toutes les organisations révolutionnaires d'alors, et montra à quel point, à ces moments cruciaux où l'histoire bascule, deux visages d'un seul et même pays sont susceptibles de s'opposer. Il y aura toujours en effet, et dans tous les pays, des maîtres et des esclaves. Les maîtres sont souvent maîtres de générations en générations. Mais il arrive que la donne change et qu'à certains moments les esclaves deviennent, provisoirement au moins, les maîtres. Ne serait-ce que pour affirmer leur existence et leur dignité. La Commune fut un de ces moments de l'histoire où tout d'un coup devient possible. Ce qui explique sans doute la répression impitoyable dont elle fut l'objet une fois vaincue. La courte existence de la Commune et les obstacles rencontrés en effet (manque d'argent et de moyens), lui permirent malgré tout de prendre des mesures et d'essayer de les appliquer, certaines d'entre elles devant être reprises par d'autres gouvernements bien après les faits, comme la séparation de l'église et de l'état en 1905. La Commune ne fut donc pas qu'une affaire de crimes et de violences. Elle eut une vie réelle et des projets. Elle n'employa pas, au grand regret des plus farouches de ses partisans, toute son énergie à essayer de gagner la guerre contre Versailles, ce qui la condamnait d'emblée mais l'empêcha aussi de sombrer dans la dictature. Elle fut aussi la démonstration que la révolution est une utopie, qu'il n'existe pas de révolution, qu'il y a juste des coups d'état ou des révoltes, que les coups d'états parfois réussissent et amènent très souvent la dictature, et que les révoltes sont toujours écrasées dans le sang mais font naître des mythes qui font vivre l'espoir. On comprend mieux alors la phrase d'Albert Camus. La révolution, utopie, n'est pas accessible à l'être humain. L'homme en effet, il l'a prouvé, est incapable de construire une société juste. Le dessin de la Commune de Paris était d'y parvenir. Elle fut écrasée.

Alors qu'elle avait éclaté suite à la première guerre moderne menée sur le territoire Français, elle s'est terminée par un massacre collectif qui n'était pas sans préfigurer ceux du XXe siècle. On ne peut manquer de s'interroger sur le sens de l'enchaînement de ces deux événements. Et si, en France, la Commune, « dernier refuge de la révolution révoltée », avait aussi été la dernière chance d'offrir à un pays en cours d'industrialisation une société plus juste et plus humaine avant de s'orienter vers celle qui mena tout droit à la guerre de 1914-1918 et des autres à venir ? Cette question, à jamais, comme beaucoup d'autres dans l'histoire, restera sans réponse.